

FAUX BARRAGE A AOMAR (BOUIRA)

Un militaire égorgé

Moins d'une semaine après le faux barrage dressé à Tiliouine et qui s'était soldé par l'assassinat d'un jeune homme âgé de 29 ans, les terroristes du GSPC ont récidivé en dressant avant-hier un autre faux barrage sur le CW n°19 reliant la RN 5 à la RN12 qui mène vers Draâ-El-Mizan, avec les mêmes méthodes et les tristes bilans faits de rackets des usagers de la route et des villageois et l'assassinat d'un jeune militaire qui rentrait d'une permission.

En effet, d'après des sources sûres, un groupe terroriste évalué à une vingtaine d'éléments et parmi lesquels figure le terroriste Arab Aziz, natif d' Aomar, a fait son apparition sur le CW n°12 aux environs de 19 heures. Une fois sur les lieux, les terroristes se sont scindés en deux groupes dont l'un s'occupait du racket et des fouilles systématiques des usagers de cette route reliant principalement Bouira à Tizi-Ouzou et les daïras de Draâ-El-Mizan et Boghni, et l'autre du racket des villageois de Ouled-Aïssa.

Lors des fouilles opérées sur les usagers de cette route, un jeune militaire natif de Skikda et qui rentrait d'une permission après les fêtes de l'Aïd, a été identifié par ces hordes sanguinaires, et achevé froidement à l'arme blanche. En outre, et avant leur retrait, les terroristes ont incendié un véhicule de marque Toyota appartenant à une entreprise étatique.

Hier matin, les services de sécurité se sont déployés sur les lieux et une opération de ratissage a été déclenchée à la recherche de ce groupe terroriste dont les objectifs de cette recrudescence après une éclipse qui aura duré plusieurs mois, restent très ambigus selon les observateurs de la scène sécuritaire lesquels se penchent sur la thèse qui avait prévalu durant les mois précédant la loi portant concorde civile.

En effet, l'on se rappelle qu'à l'époque, les chefs terroristes qui étaient impliqués jusqu'au cou dans les assassinats et autres exactions, faisaient tout pour impliquer davantage leurs éléments dans les assassinats et par ricochet, s'assurer que ceux-ci ne seraient pas tentés par la reddition. Et c'est apparemment le cas aujourd'hui puisque l'on parle d'amnistie générale.

H. M.

OUYAHIA REÇOIT AUJOURD'HUI "SES" INTERLOCUTEURS DE KABYLIE

"Mécanisme" et "ateliers" au menu

C'est aujourd'hui, lundi, que Ahmed Ouyahia reprend l'exécution de la deuxième phase de ce qu'il convient d'appeler la gestion du pouvoir du dossier de Kabylie. La première phase ayant consisté en la neutralisation de la région pour permettre une reconduction "paisible" de Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Il est pour le moins fort illustratif que les "interlocuteurs" du chef du gouvernement, une vingtaine de personnes triées sur le volet, signent au nom de toute une région, un "accord" louant particulièrement... "le programme de Monsieur le Président majoritairement approuvé par le peuple le 8 avril"! A l'image donc de ces organisations parasitaires de la "famille révolutionnaire" la délégation faisant office "de mouvement citoyen

des arouch" n'a pas manqué, via cet "accord" de se mettre à la mode du moment qui voudrait que chaque sortie publique soit accompagnée de louanges appuyées de l'homme fort d'El-Mouradia.

Plus de trois années après le drame national de la Kabylie, le pouvoir s'offre des interlocuteurs qui viennent discuter de tout sauf de l'essentiel : le jugement des membres des forces de la Gendarmerie nationale et

de la police impliqués dans l'assassinat de 126 citoyens dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira.

Ce qu'on appelle "la présidence tournante" et néanmoins figée depuis trois ans qui n'est en fait qu'une fraction parmi de nombreuses autres de ce qui était la direction collégiale des arouch de Kabylie n'a nullement hésité à emprunter au pouvoir son discours en la matière.

Au point où son médiatique porte-parole, Belaïd Abrika, parle, s'agissant de type de relation entre son mouvement et les autorités, "de partenariat"! Oubliant sans doute que la raison d'être même de

"son mouvement" est la réparation judiciaire, morale et politique du déchaînement répressif du "partenaire" en question dans la région de Kabylie. Aussi, et c'est au moment où cette région reprend avec la normalité qu'elle a perdue depuis avril 2001, que Ouyahia — Bouteflika donc — ressuscite cette "structure" si nécessaire il est vrai, pour servir d'emballage à ce qui va suivre.

A partir d'aujourd'hui, en effet, il sera question de "mécanisme" et "d'ateliers" à mettre en place. Méthode très classique du pouvoir à chaque fois qu'il décide d'enterrer définitivement un dossier.

K. A.

BOUIRA

Les délégués tentent d'expliquer l'accord conclu avec Ouyahia

Avant de reprendre la table de négociations prévue initialement pour ce lundi et reportée à mercredi, les délégués de la CCCWB se sont déployés sur le terrain pour tenter d'expliquer aux citoyens cet accord et ses avantages.

En effet, après Taghzout, hier, c'était à Bouira au niveau de la bibliothèque municipale que les délégués de Bouira, Taghzout et Ath-Laâziz, entre autres Lalmi Arezki et Djaâfer Abdeddou, ont animé une rencontre avec la population et principalement les commerçants pour leur expliquer le dernier accord conclu par les arouch avec Ouyahia.

Ainsi, M. Djaâfer Abdeddou qui était parmi les participants à la rencontre avec Ouyahia, dira que l'accord conclu stipule clairement que la plateforme d'El-Kseur sera appliquée pleinement et entièrement. Se voulant

optimiste, le conférencier dira, à une réplique d'un citoyen qui lui rappelait la fameuse dernière phrase de l'accord, "dans le respect de la Constitution et des lois de la République", que la Constitution peut être changée. A propos des incidences, le conférencier dira que le chef du gouvernement s'est engagé à prendre en charge les six points inscrits en incidences et tels que réactualisés par les délégués du mouvement citoyen. A ce sujet d'ailleurs, il invitera les commerçants à désigner leurs représentants afin qu'ils puissent poursuivre sur le terrain les termes de l'accord consistant en l'amnistie fiscale pendant la période couvrant les événements du Printemps noir.

Enfin, à une question d'un citoyen qui rappelait aux délégués que le chef du gouvernement voulait le piéger puisque le pouvoir voulait seulement

faire passer le projet d'amnistie générale, le conférencier dira que pour le mouvement, le jugement des assassins des martyrs du Printemps noir par des tribunaux civils est l'une des revendications contenues dans la plate-forme d'El-Kseur et par conséquent, ceux-ci seront inévitablement jugés. Rappelons à la fin que les délégués s'étaient montrés très gênés par la grogne qui gagne de plus en plus plusieurs localités de la wilaya suite aux dernières augmentations. Ainsi, et à la question relative à ces manifestations de rue de ces deux derniers jours, Djaâfer Abdeddou avait répondu malicieusement que la Kabylie a toujours lutté pour la dignité et l'identité, tout en rappelant que la grogne des citoyens est légitime puisque les dernières augmentations surtout pour le gaz butane sont trop exagérées.

Y. Y.

Les émeutes gagnent d'autres localités

Hier, et alors que les localités, gagnées par des émeutes la veille, étaient toujours sur le qui-vive, d'autres localités se sont élevées à leur tour contre les dernières augmentations du carburant et du gaz butane.

Ainsi, hier et dès les premières heures de la matinée, ce fut la localité de Sidi-Yahia, située sur le CW n°125 de se soulever à son tour contre les dernières augmentations imposées par les transporteurs les menant vers Aïn-Bessem. Des pierres et des pneus brûlés ont été dressés le long de cette route durant une grande partie de la journée avant que l'intervention des éléments antiémeute de la Gendarmerie nationale ne mette fin à cette situation obligeant les jeunes à se disper-

ser. Vers dix heures, ce fut le village Saâd-Abid, situé à 8 km à l'ouest de Bouira sur la RN18 de fermer la route à la circulation pour protester contre la hausse des prix du transport, mais l'intervention rapide des gendarmes a vite fait disperser les gens.

Rappelons que la veille, l'ouverture des routes fermées à la circulation ne s'est faite qu'après l'intervention musclée des brigades antiémeute de la Gendarmerie nationale.

Ainsi en est-il de la commune d'Ath-Mansour sur la RN 5, dans la daïra de M'chedallah, où des affrontements ont eu lieu entre la population et les éléments de la gendarmerie lesquels se sont déployés en grand renfort avec une vingtaine de camions antiémeute.

A l'issue de ces affrontements, quatre citoyens ont été interpellés aux environs de 14 heures et conduits vers le groupement de M'chedallah. Ces derniers ne furent relâchés que vers 22 heures suite à la pression de la population qui a menacé de reprendre la protestation dès la matinée si les quatre jeunes ne sont pas relâchés. Néanmoins et malgré

cela, la RN 5 a été de nouveau fermée à la circulation hier aux environs de 15 heures. A l'heure où nous mettons sous presse, les jeunes sont maîtres des lieux et les files interminables de véhicules empruntant cet important axe routier se forment sur plusieurs kilomètres dans les deux sens, en attendant l'intervention des brigades de la gendarmerie et le ressac des scènes de la veille.

Par ailleurs, à Aïn-Laloui, ainsi qu'à Bir-Ghbalou, les mêmes scènes ont été vécues avec l'intervention des brigades antiémeute de la gendarmerie pour libérer les voies à la circulation. A Aïn-Laloui, commune située à 18 km à l'ouest de

Bouira en partant vers Aïn-Bessem sur la RN18, les éléments de la Gendarmerie nationale ont interpellé 31 jeunes manifestants et jusqu'à hier, ils n'étaient toujours pas relâchés.

Enfin, rappelons que les élèves de plusieurs établissements ont débrayé durant les journées de samedi et d'hier suite aux augmentations des prix du transport, réclamant l'affectation de bus par les pouvoirs publics pour le ramassage scolaire.

C'est le cas notamment des élèves des établissements et lycées de la daïra de M'chedallah qui habitent les localités isolées.

Y. Y.